

doc
CA1
EA
92S32
EXF

DOCS
CA1 EA 92S32 EXF
Canada. External Affairs and
International Trade Canada
Sharpening the focus of the
Department's core mandate ...
getting back to basics
43262678



Le 26 février 1992

À tous les employés des Affaires extérieures
et Commerce extérieur Canada

Comme suite aux thèmes annoncés par le ministre des Finances dans le budget, je tiens à vous informer des décisions prises pour mieux délimiter le mandat de base du Ministère, bref, pour revenir à l'essentiel. Il s'agira donc de transférer d'AECEC les responsabilités suivantes :

- a) l'immigration à Emploi et Immigration Canada (EIC);
- b) les relations internationales en matière de culture et d'éducation au Conseil des Arts du Canada;
- c) les relations internationales pour les sports à Condition physique et Sport amateur;
- d) les expositions internationales à Communications Canada (MDC).

43-217-679
Tous les autres programmes d'AECEC, dont les relations générales, le commerce, les communications, les affaires publiques, les affaires consulaires et le Bureau des passeports, continueront à relever d'AECEC. Ces changements renforceront et clarifieront l'imputabilité en liant la formulation des politiques et l'exécution de programmes, ce qui, par le fait même, devrait accroître l'efficacité des opérations et améliorer les services offerts aux Canadiens.

J'ai introduit ces changements à AECEC, de concert avec les organismes d'accueil et le BCP, dans le but de rationaliser AECEC et de mettre le Ministère en position de relever plus efficacement le défi canadien de la politique étrangère et du commerce. Mes homologues des autres organismes et moi-même sommes déterminés à opérer ces changements à l'avantage de tous les programmes touchés. Je reconnais que pour certains d'entre vous ces changements seront difficiles, mais je m'attends à ce que tous fassent preuve de professionnalisme.

Ce transfert de programmes est conforme aux principes de 1981-1982 relatifs à la consolidation des opérations à l'étranger. AECEC continuera à être responsable de coordonner l'ensemble des relations du Canada avec les autres pays, et les pouvoirs des chefs de mission demeureront inchangés.

Dans tous les cas, le transfert effectif des responsabilités et de l'imputabilité se fera le 1^{er} avril 1992. Les dates des déplacements n'ont pas encore été fixées. Précisons toutefois que l'on prévoit le déplacement du programme d'immigration (OFB et les directions géographiques de programmes) d'AECEC à l'Administration centrale d'EIC pour cet été. C'est aussi cet été que les relations internationales en matière de culture et d'éducation (BKA et BKR) passeront matériellement au Conseil des Arts du Canada. Les relations internationales pour les sports (BKA) et les expositions internationales (BKE) seront transférées le 1^{er} avril ou peu après. Les symboles des programmes touchés demeureront valables jusqu'à nouvel ordre.

La fonction consulaire continuera à faire partie d'AECEC. Cet été, les opérations et la politique consulaires (y compris le Programme de sensibilisation aux services consulaires, les mesures de prévoyance et le service de garde) passeront de OFB à JFB. De même, le Bureau des passeports relèvera de JFB.

Les postes de l'Administration centrale consacrés à l'immigration, aux relations internationales en matière de culture et d'éducation, aux relations internationales pour les sports et aux expositions internationales seront transférés aux organismes d'accueil.

Comme dans le cas des programmes d'aide au développement, les postes à l'étranger consacrés au programme d'immigration continueront à faire partie de l'effectif d'AECEC. EIC aura pouvoirs d'affectation et de dotation pour ces postes, sous réserve de l'approbation des chefs de mission. AECEC continuera à se charger des aspects administratifs de l'affectation d'agents à des postes d'immigration dans les missions du Canada à l'étranger (DSE, déménagements, indemnités, etc.). Un programme réciproque de détachement sera mis sur pied pour faciliter les affectations d'agents du service extérieur entre AECEC et EIC.

Dans le cas des relations internationales en matière de culture et d'éducation, les postes à l'étranger consacrés à ces programmes continueront à faire partie de l'effectif d'AECEC. Le Conseil des Arts du Canada aura pouvoirs d'affectation et de dotation pour ces postes. Précisons toutefois que des experts d'AECEC pourront continuer à être affectés à ces postes, surtout à court terme, pour des raisons de continuité dans l'exécution des programmes de relations internationales en matière de culture et d'éducation au nom du Conseil des Arts du Canada.

Vous trouverez ci-joint une série de questions et réponses sur la plupart des sujets d'inquiétude des employés. Voici quand même quelques observations utiles sur les principales questions de personnel :

a) **Immigration** : la filière des affaires sociales du service extérieur sera maintenant gérée par EIC. EIC offrira à tous les éléments de cette filière (FS1D à EXFS2) des postes correspondant à leur groupe et à leur niveau FS actuels. Les agents FS des affaires sociales qui choisissent de ne pas accepter l'offre d'emploi d'EIC seront protégés par les dispositions de la Politique du gouvernement concernant le réaménagement des effectifs et seront admissibles au versement d'un paiement forfaitaire. Des questions et réponses sur cette politique sont jointes à la présente.

b) **Employés non permutants** : les employés non permutants occupant des postes liés à l'exécution des programmes qui seront transférés à d'autres organismes (voir premier paragraphe) recevront de ceux-ci des offres d'emploi correspondant à leur groupe et à leur niveau actuels. Les employés non permutants qui choisissent de ne pas accepter ces offres seront protégés par les dispositions de la Politique du gouvernement concernant le réaménagement des effectifs et seront admissibles au versement d'un paiement forfaitaire. Il y a cependant une exception à cette consigne : les employés non permutants qui travaillent à l'Administration centrale et y occupent un poste au sein des programmes de relations internationales en matière de culture et d'éducation qui seront transférés au Conseil des Arts du Canada. Ces employés se verront offrir un poste équivalent au Conseil des Arts du Canada. S'ils choisissent de ne pas accepter cette offre, on leur offrira un poste équivalent dans la fonction publique, à moins qu'ils ne préfèrent toucher un paiement forfaitaire. Des questions et réponses sur la Politique concernant le réaménagement des effectifs sont jointes à la présente.

c) **Employés permutants** (autres que les agents FS de la filière des affaires sociales) : les employés permutants (FS, administration et soutien) qui occupent actuellement des postes liés à l'exécution de programmes qui seront transférés à d'autres organismes (voir premier paragraphe) continueront à faire partie d'AECEC, appartiendront à leur même groupe et conserveront le niveau qui correspond à leur poste d'attache. Certains de ces employés seront peut-être détachés auprès des organismes d'accueil pour une durée déterminée dans le but de faciliter la continuité et l'exécution des programmes transférés.

Le Secteur du personnel fera de son mieux pour répondre à toutes vos demandes de renseignements dans les meilleurs délais. Si vous avez des questions après avoir lu la documentation, veuillez communiquer avec les personnes-ressources suivantes du Secteur du personnel :

a) les FS de la filière sociale doivent s'adresser à leur agent d'affectation (Jean Roberge 992-7480, Gary McDonald 995-6726 et Barbara Sandilands 995-5177) à APM;

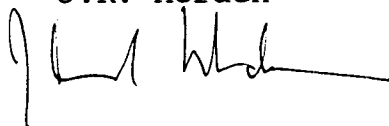
b) les employés non permutants d'OFB et des directions de programmes (RGP, PGP, GRP, LGP, URR) doivent s'adresser à Elaine Butcher/APSO (992-7318);

c) les employés non permutants de BCB doivent s'adresser à Jacques Proulx/APSO (996-8434).

Je comprends parfaitement l'appréhension que suscitent ces changements et les effets qu'ils auront sur beaucoup d'entre vous. Sachez que le Ministère et les autres organismes concernés ne ménageront aucun effort pour que le transfert de programmes et de ressources humaines se fasse équitablement et avec le moins de perturbations possible, pour les employés comme pour les programmes visés. Les intérêts particuliers des personnes touchées seront pris en compte dans la mesure du possible.

Veuillez agréer l'expression de mes sentiments les meilleurs.

J.R. Morden





Le 26 février 1992

À tous les employés du Bureau des passeports

À l'heure qu'il est, vous avez sans doute déjà appris que la responsabilité de l'exécution du programme d'immigration à l'étranger sera transférée d'Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada à Emploi et Immigration Canada. Comme annoncé, la responsabilité des affaires consulaires et du Bureau des passeports demeurera au Ministère. Il faudra donc remanier les secteurs et établir un nouveau rapport organique pour l'organisme de service spécial qu'est le Bureau des passeports, qui fera dorénavant partie du Secteur des affaires juridiques (JFB).

Au cours de ces deux dernières années, les gestionnaires et les employés du Bureau des passeports ont composé de façon admirable avec les énormes changements organisationnels qui les ont touchés. Je suis donc persuadé que je peux compter sur vous pour vous adapter aux décisions d'aujourd'hui et continuer à offrir des services supérieurs aux Canadiens.

Veillez agréer l'expression de mes sentiments les meilleurs.

J.R. Morden



OBJECTIFS

**FAIRE CONVERGER AFFAIRES EXTÉRIEURES ET
COMMERCE EXTÉRIEUR CANADA VERS SON
MANDAT DE BASE : LES INTÉRÊTS POLITIQUES ET
ÉCONOMIQUES INTERNATIONAUX, LA POLITIQUE
COMMERCIALE ET LA PROMOTION DU COMMERCE**

**AMÉLIORER LES SERVICES OFFERTS AU PUBLIC,
RENFORCER L'EFFICACITÉ DES PROGRAMMES ET
L'IMPUTABILITÉ À LEUR ÉGARD, ÉLIMINER LE
DOUBLE EMPLOI ET RÉDUIRE LES
CHEVAUchements**

RETOUR À L'ESSENTIEL

Le 26 février 1992

AECEC RATIONALISE SES OPÉRATIONS

Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada transfère l'exécution de quatre programmes dont il était responsable de manière à concentrer les ressources et l'énergie du Ministère sur son mandat de base, à savoir la gestion des intérêts du Canada à l'étranger, de sa politique commerciale et de la promotion du commerce.

Cette initiative a été annoncée dans le cadre du budget fédéral du 25 février. Elle consiste à transférer le rôle d'AECEC en matière d'immigration à Emploi et Immigration Canada, le programme des relations internationales en matière de culture et d'éducation au Conseil des Arts du Canada, les expositions internationales à Communications Canada et les relations internationales pour les sports à Condition physique et Sport amateur.

Les modalités du transfert de responsabilités seront établies conjointement avec les organismes d'accueil. Il n'y aura aucune perte d'emploi.

«Le gouvernement a consenti à ces changements, de concert avec les organismes d'accueil et le Bureau du Conseil privé, dans le but de rationaliser le Ministère et de lui permettre de relever plus efficacement le défi que la politique étrangère et le commerce posent au Canada», a déclaré le Sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Reid Morden.

«Mes homologues des autres organismes et moi-même sommes déterminés à opérer ces changements à l'avantage de tous les programmes touchés.»

. . . 2.

Les changements prévus permettront au Ministère de se concentrer davantage sur ses responsabilités de base et de s'en acquitter plus efficacement. Outre les fonctions pivots que sont la mise en oeuvre de la politique étrangère et de la politique commerciale du Canada et la promotion du commerce, ces responsabilités regroupent les affaires consulaires, les communications avec le public et avec les médias et le Bureau des passeports.

Ces transferts permettront également de renforcer et de clarifier l'obligation de rendre compte en resserrant le lien entre la formulation des politiques et l'exécution des programmes.

Les mesures annoncées ci-dessus entreront en vigueur le 1^{er} avril 1992. Les dates des déplacements proprement dits n'ont pas encore été fixées.

«Le Ministère et les autres organismes concernés ne ménageront aucun effort pour que le transfert se fasse équitablement et avec le moins de perturbations possible pour les employés comme pour les programmes touchés», a affirmé M. Morden dans un message adressé aux employés.

- 30 -

Pour plus de renseignements, les représentants des médias peuvent communiquer avec le :

Service des relations avec les médias
Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada
(613) 995-1874

PROGRAMMES TOUCHÉS

- **IMMIGRATION**
- **RELATIONS INTERNATIONALES
EN MATIÈRE DE CULTURE ET
D'ÉDUCATION**
- **RELATIONS INTERNATIONALES
POUR LES SPORTS**
- **EXPOSITIONS INTERNATIONALES**
- **AIDE AU DÉVELOPPEMENT
(TERMINÉ LE 31 DÉC. 1991)**

IMMIGRATION

INITIATIVE

TRANSFÉRER LA RESPONSABILITÉ DE LA
GESTION DU PROGRAMME D'IMMIGRATION À
L'ÉTRANGER À EMPLOI ET IMMIGRATION
CANADA

RAISON

AMÉLIORER L'IMPUTABILITÉ EN RENFORÇANT
LE LIEN ENTRE LA FORMULATION DE LA
POLITIQUE D'IMMIGRATION ET LA GESTION
DU PROGRAMME

MISE EN OEUVRE

DATE DU TRANSFERT EFFECTIF DE
RESPONSABILITÉ ET D'IMPUTABILITÉ
1^{er} AVRIL 1992

AECEC CONTINUERA À FOURNIR
L'INFRASTRUCTURE ADMINISTRATIVE À
L'APPUI DE L'EXÉCUTION DU PROGRAMME À
L'ÉTRANGER

AECEC DEMEURE RESPONSABLE DE
L'EXÉCUTION DU PROGRAMME CONSULAIRE

AECEC DEMEURE RESPONSABLE DU BUREAU
DES PASSEPORTS

AECEC ET EIC SIGNENT UN PROTOCOLE
D'ENTENTE RÉGISSANT LE TRANSFERT DE LA
RESPONSABILITÉ ET DES RESSOURCES QUI
VONT AVEC

RELATIONS INTERNATIONALES EN MATIÈRE DE CULTURE ET D'ÉDUCATION

INITIATIVE

**TRANSFÉRER LA RESPONSABILITÉ DE
L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES DE
RELATIONS INTERNATIONALES EN MATIÈRE
DE CULTURE ET D'ÉDUCATION AU CONSEIL
DES ARTS DU CANADA**

RAISON

**POUR RENFORCER LES RELATIONS
CULTURELLES ET UNIVERSITAIRES EN
CONSOLIDANT LA RESPONSABILITÉ AU SEIN
D'UN ORGANISME QUI A LA COMPÉTENCE
RECONNUE ET DES LIENS ÉTABLIS AVEC LA
CLIENTÈLE DU PROGRAMME, AU CANADA
COMME À L'ÉTRANGER**

MISE EN OEUVRE

**DATE DU TRANSFERT EFFECTIF DE LA
RESPONSABILITÉ ET DE L'IMPUTABILITÉ
POUR L'EXÉCUTION DU PROGRAMME
1^{er} AVRIL 1992**

**AECEC CONTINUERA À FOURNIR
L'INFRASTRUCTURE ADMINISTRATIVE À
L'APPUI DE L'EXÉCUTION DU PROGRAMME À
L'ÉTRANGER**

**AECEC DEMEURE RESPONSABLE DE DÉFINIR
LE CADRE DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE
RÉGISSANT L'EXÉCUTION DU PROGRAMME**

**AECEC ET LE CONSEIL DES ARTS DU CANADA
SIGNENT UN PROTOCOLE D'ENTENTE
RÉGISSANT LE TRANSFERT DE LA
RESPONSABILITÉ ET DES RESSOURCES QUI
VONT AVEC**

RELATIONS INTERNATIONALES POUR LES SPORTS

INITIATIVE

**TRANSFÉRER LA RESPONSABILITÉ DES
RELATIONS INTERNATIONALES POUR LES
SPORTS À CONDITION PHYSIQUE ET SPORT
AMATEUR**

RAISON

**POUR CONSOLIDER LA RESPONSABILITÉ DE
LA GESTION DES POLITIQUES ET DU
PROGRAMME AU SEIN D'UN ORGANISME
DONT LE MANDAT TOUCHE AUX SPORTS ET
QUI S'EST DÉJÀ CRÉÉ D'EXCELLENTE
RELATIONS AVEC LES ORGANISMES QUI
PRENNENT PART À DES ACTIVITÉS
SPORTIVES INTERNATIONALES**

MISE EN OEUVRE

**DATE DU TRANSFERT EFFECTIF DE
RESPONSABILITÉ ET D'IMPUTABILITÉ
1^{er} AVRIL 1992**

**AECEC ET CONDITION PHYSIQUE ET SPORT
AMATEUR SIGNENT UN PROTOCOLE
D'ENTENTE RÉGISSANT LE TRANSFERT DE LA
RESPONSABILITÉ ET DES RESSOURCES QUI
VONT AVEC**

EXPOSITIONS INTERNATIONALES

INITIATIVE

TRANSFÉRER LA RESPONSABILITÉ DE LA PARTICIPATION DU CANADA À DES EXPOSITIONS INTERNATIONALES AU MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS (MDC)

RAISON

POUR RECONNAÎTRE LA COMPÉTENCE ET LE RÔLE DE PREMIER PLAN DU MDC EN MATIÈRE D'ORGANISATION D'EXPOSITIONS CANADIENNES MONTRANT LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, CULTUREL ET SOCIAL AU CANADA À L'OCCASION DE MANIFESTATIONS INTERNATIONALES

MISE EN OEUVRE

DATE DU TRANSFERT EFFECTIF DE RESPONSABILITÉ ET D'IMPUTABILITÉ
1^{er} AVRIL 1992

AECEC ET LE MDC SIGNENT UN PROTOCOLE D'ENTENTE RÉGISSANT LE TRANSFERT DE LA RESPONSABILITÉ ET DES RESSOURCES QUI VONT AVEC



Questions et réponses

Vue d'ensemble

1. Quels sont les programmes touchés?

Le 1^{er} avril 1992, le Ministère transférera la responsabilité des programmes suivants :

- Immigration à Emploi et Immigration Canada
- Relations internationales en matière de culture et d'éducation au Conseil des Arts du Canada
- Relations internationales pour les sports à Condition physique et Sport amateur
- Expositions internationales à Communications Canada

2. D'autres programmes d'AECEC seront-ils touchés?

Le Ministère conservera la responsabilité des relations politiques et économiques, de la politique commerciale, de la promotion du commerce, des communications, des affaires publiques, des affaires consulaires et du Bureau des passeports. Les changements que nous nous apprêtons à opérer devraient nous permettre de nous concentrer sur ces responsabilités de base et de nous en acquitter plus efficacement encore.

3. Quel est le motif de cette décision?

L'objectif premier est de renforcer et de clarifier l'imputabilité en resserrant le lien entre la responsabilité de la formulation des politiques et l'exécution des programmes. Ce lien a déjà été établi dans le cas du programme d'aide au développement. On applique maintenant la logique de ce modèle à d'autres programmes. Cette mesure devrait accroître l'efficacité des opérations et améliorer les services offerts aux Canadiens.

Par ailleurs, la rationalisation d'Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada mettra le Ministère en position de relever plus efficacement l'important défi canadien de la politique étrangère et du commerce.

4. Cette décision ne va-t-elle pas à l'encontre de la consolidation de 1982?

Non. La consolidation visait essentiellement une plus grande intégration du commerce aux activités de politique étrangère et une coordination plus efficace des activités officielles à l'étranger. Depuis, la question du contrôle et de la coordination a été réglée et il a été accepté qu'AECEC soit entièrement responsable des relations du Canada avec les autres pays. Maintenant, les pouvoirs et la responsabilité à l'étranger reviennent clairement au chef de mission. Ni la responsabilité de coordination générale d'AECEC ni

le rôle des chefs de missions ne seront touchés par cette décision.

5. Comment le Ministère pourra-t-il s'acquitter de sa responsabilité de coordination relativement aux programmes touchés?

Dans le cas de l'immigration, on créera au sein d'AECEC un service chargé de consulter EIC à propos des questions de réfugiés et de migration qui ont des répercussions sur le plan de la politique étrangère. En ce qui concerne les programmes de culture et d'éducation, le Ministère sera représenté dans le processus décisionnel du Conseil des Arts du Canada. Pour ce qui est des autres programmes, la liaison sera assurée avec le ministère directeur selon les besoins.

6. Ne s'agit-il pas simplement d'un autre exercice de réduction des ressources?

Cette initiative ne tient pas à des considérations de ressources, mais bien à des considérations générales. Nous visons d'abord et avant tout à renforcer et à clarifier l'imputabilité en resserrant le lien entre la formulation des politiques et l'exécution des programmes.

7. D'abord vous avez retourné le programme d'aide à l'ACDI. Maintenant vous transférez le programme d'immigration à EIC. Faut-il s'attendre à ce que le programme commercial soit transféré à ISTC?

Ces mesures sont l'aboutissement de dix ans d'efforts visant à créer une relation parfaitement harmonieuse pour faire avancer les intérêts politiques et économiques internationaux du Canada, au pays comme à l'étranger. Les politiques et l'exécution des programmes vont de pair, et les lignes de responsabilité sont claires. Ce principe est à la base de tous les récents changements et c'est lui qui a motivé la décision de confier le programme commercial à AECEC. Les agents de la filière commerciale comme ceux de la filière politique sont parfaitement conscients de l'importance fondamentale des questions commerciales et économiques dans les relations bilatérales et multilatérales, et cette importance se sent dans tous les aspects de la structure et de l'organisation du Ministère. C'est pourquoi il ne fait pas l'ombre d'un doute que le programme commercial demeurera à AECEC.

8. Y a-t-il des employés qui perdront leur emploi?

Tous les employés touchés par ces transferts de programmes se verront offrir un poste de groupe et de niveau équivalents. S'ils choisissent de ne pas accepter cette offre, ils seront admissibles au versement d'un paiement forfaitaire aux termes de la Politique concernant le réaménagement des effectifs.

Questions et réponses

Programme d'immigration

1. Quand le programme d'immigration sera-t-il transféré d'AECEC à EIC?

Le 1^{er} avril 1992. À cette date, EIC assumera la responsabilité et l'imputabilité du programme d'immigration, et les employés qui travaillent pour ce programme deviendront employés d'EIC. Mais en pratique, ce sera le statu quo jusqu'à cet été, c'est-à-dire jusqu'au moment où le programme d'immigration aura matériellement été déplacé d'AECEC à l'Administration centrale d'EIC. D'ici là, les agents d'immigration à l'étranger continueront à relever de leurs homologues de l'immigration à AECEC, et les directions de programmes d'AECEC relèveront de leurs SMA respectifs. OFB relèvera d'EIC.

2. N'est-ce pas un cas de deux poids deux mesures? En 1991, lorsqu'on a décidé de dissoudre la filière d'aide (FS), les agents ont eu le choix entre rester à AECEC ou être transférés à l'ACDI. Pourquoi ne donne-t-on pas ce même choix aux FS de la filière des affaires sociales?

Contrairement à la filière d'aide, la filière des affaires sociales n'est pas dissoute. EIC offrira à tous les agents FS des affaires sociales (FS1D à EXFS2) un poste équivalent à leur groupe et à leur niveau actuels. Ils auront les mêmes conditions d'emploi et ne subiront aucune perte financière. Ils continueront à être une entité viable. Le seul changement notable est que la responsabilité et l'imputabilité du programme d'immigration reviendront entièrement à EIC.

3. Les FS de la filière des affaires sociales sont donc «mis au pied du mur». Est-ce parce que AECEC est incapable d'absorber complètement ou partiellement cette filière ailleurs au Ministère?

Il ne fait aucun doute que la filière des FS des affaires sociales, rien que par sa taille, serait impossible à absorber dans les autres programmes d'AECEC. Et s'il a été décidé de faire en sorte qu'elle continue à être gérée par EIC, c'est justement pour que le programme d'immigration continue à être offert par des experts reconnus et qualifiés.

4. Comment être sûr que la filière des FS des affaires sociales restera une entité viable à EIC?

EIC s'engage à recruter annuellement des agents FS de la filière des affaires sociales et à appliquer les procédures d'avancement à niveau annuel en vigueur à AECEC. Les agents FS de la filière des affaires sociales resteront permutants et continueront à faire partie de l'APASE (comme ç'a été le cas de 1971 à 1981). La direction d'AECEC et d'EIC collaborera avec l'APASE et ses membres à la réalisation d'objectifs communs (restructuration du service extérieur, renégociation des contrats, etc.).

5. Les fonctions des agents FS des affaires sociales changeront-elles fondamentalement?

On fera de notre mieux pour que le transfert de la structure actuelle d'organisation et de gestion de l'immigration à AECEC soit transférée à EIC avec un **minimum** de changements et de dérangements. La nature du travail à l'Administration centrale ne devrait pas beaucoup changer. À l'étranger, rien ne changera. Les agents des affaires sociales continueront à assurer l'exécution du programme d'immigration sous la responsabilité du CDM, sauf qu'ils relèveront directement d'EIC.

6. Et si je choisis de ne pas accepter l'offre d'EIC? Quels sont mes options? Y a-t-il moyen d'être muté à une autre filière du service extérieur; si pas immédiatement, du moins ultérieurement?

EIC offrira à tous les FS de la filière des affaires sociales un poste à leur niveau et à leur salaire actuels. Bien entendu, AECEC et EIC faciliteront la mise en oeuvre d'un programme permanent de détachement -- surtout pour doter les postes d'immigration à l'étranger --, mais il ne sera pas possible de muter les agents FS des affaires sociales aux deux autres filières du service extérieur. Les FS des affaires sociales qui décident de ne pas accepter d'offre d'emploi à EIC seront protégés par les dispositions de la Politique du gouvernement concernant le réaménagement des effectifs. (Voir les questions et réponses sur le réaménagement des effectifs.)

7. Quelles seront les éventuelles répercussions de la décision de transférer le programme d'immigration à EIC sur le processus d'affectation cet été?

a) Si votre affectation à l'étranger n'est pas censée prendre fin cet été ou si vous êtes muté à une autre mission, vous ne devriez pas être touché par le changement décidé. S'il est prévu que vous devez revenir à l'Administration centrale, vous reviendrez et travaillerez sans doute à EIC et non à l'Administration centrale d'AECEC.

b) Si vous êtes en affectation inter-filières ou si vous êtes affecté à un autre organisme (autre que EIC), et si votre affectation est censée prendre fin cet été, vous serez réaffecté, soit à l'AC d'EIC, soit à l'étranger. Si votre affectation ne prend pas fin avant 1993, vous continuerez normalement à occuper votre poste actuel. Ces cas devront toutefois être discutés individuellement avec la direction d'AECEC et d'EIC.

8. Y aura-t-il des comités d'avancement cette année pour les membres de la filière des affaires sociales du service extérieur?

Oui, d'ailleurs les comités se réunissent en ce moment-même. La décision de transférer le programme d'immigration et les membres de la filière des affaires sociales du service extérieur à EIC ne touchera en rien les délibérations de l'exercice de promotion de cette année.

9. Je suis un ancien agent d'aide FS qui s'est joint à la filière des affaires sociales le 31 décembre 1991. J'ai voulu faire partie de cette filière pour travailler dans le domaine de l'immigration mais aussi pour rester à AECEC. Y a-t-il moyen que je revienne sur mon choix et que je sois muté à une autre filière du service extérieur?

Les fonctions des agents FS des affaires sociales demeurent strictement les mêmes -- il n'y a que le rapport hiérarchique qui change. Offrir aux anciens agents de la filière d'aide un choix que nous n'offrons pas aux autres serait injuste.

10. Je suis un nouveau FS1D et je fait partie de la filière des affaires sociales depuis 6 mois. Y a-t-il moyen que j'opte pour une autre filière du service extérieur?

Pour que l'intégrité de cette filière se maintienne, il est essentiel de préserver l'équilibre et le niveau des ressources actuellement consacrées au programme d'immigration. Et ce, surtout au niveau des nouveaux agents FS. AECEC ne peut choisir de garder certains agents des affaires sociales du service extérieur et transférer les autres à EIC.

11. Je suis spécialiste des affaires consulaires et, avant, j'appartenais à la filière politique et économique du service extérieur. En juillet 1991, au moment de l'intégration des fonctions consulaires et d'immigration, je suis passé à la filière des affaires sociales du service extérieur. Comme la fonction consulaire continuera à relever d'AECEC, y a-t-il moyen que je revienne à la filière politique et économique?

Là encore, AECEC est très conscient qu'il doit traiter tous les membres de la filière des affaires sociales du service extérieur de la même façon. Nous ne serons donc pas en mesure de consentir à des mutations permanentes de ce type. Pour des raisons

de continuité dans l'exécution du programme consulaire, AECEC et EIC ont accepté de détacher des agents FS de la filière des affaires sociales qui sont des spécialistes des questions consulaires à l'Administration centrale d'AECEC et à nos missions à l'étranger.

12. À quoi doivent s'attendre les agents EX(FS)?

Les agents EXFS1 et 2 seront mutés à EIC et ils ne changeront ni de groupe ni de niveau. Les EXFS3 à 5 (les EX de niveaux supérieurs au Ministère et non les membres de la filière des affaires sociales) qui ont une expérience du programme des affaires sociales pourront choisir de rester à AECEC, d'être muté indéfiniment à EIC ou d'être détaché à EIC.

13. Y aura-t-il des possibilités de détachement entre AECEC et EIC?

Tous les postes d'immigration à l'étranger continueront à faire partie de l'effectif d'AECEC, mais ils seront réservés aux agents d'immigration. Comme dans le cas de l'ACDI et des postes d'aide à l'étranger, AECEC et EIC doteront tous les postes d'agents d'immigration à l'étranger par voie de détachement.

AECEC et EIC sont tous deux favorables à l'idée d'un programme de détachements bilatéraux à l'Administration centrale, surtout au début du changement décidé. Pour des raisons de continuité, certains agents des affaires sociales devront rester à AECEC en gardant le même poste, mais en détachement. De même, certains employés d'AECEC qui ne sont pas des agents des affaires sociales, mais prennent part au programme d'immigration à Ottawa, pourront être détachés auprès d'EIC pour faciliter la mise en oeuvre du programme à court terme.

14. Si les postes d'immigration à l'étranger continuent à faire partie de l'effectif d'AECEC, quelles répercussions cela aura-t-il sur les possibilités d'avancement dans la filière des affaires sociales du service extérieur?

Tous les postes d'immigration à l'étranger (y compris au niveau EX) seront non seulement réservés aux agents d'immigration, mais ils seront aussi utilisés par EIC à des fins de recrutement et d'avancement pour la filière des affaires sociales du service extérieur.

15. Comme la fonction consulaire continue à faire partie d'AECEC, cela veut-il dire que les agents d'immigration à l'étranger n'exerceront plus de fonctions consulaires?

Les postes à l'étranger entièrement consacrés à la fonction consulaire réintégreront la filière politique et économique du service extérieur et seront normalement dotés par des employés

d'AECEC. Si AECEC et EIC y consentent l'un et l'autre, ces postes peuvent aussi être dotés par des experts des affaires consulaires de la filière des affaires sociales. Les agents des affaires sociales à l'étranger qui, outre leurs fonctions d'immigration, accomplissent des fonctions consulaires, continueront à s'acquitter de ces fonctions consulaires au nom d'AECEC. De même, un employé d'AECEC qui, dans le cadre de ses attributions, accomplit des fonctions d'immigration, continuera à s'acquitter de ces fonctions d'immigration au nom d'EIC.

16. À qui reviendra la **gestion** de la fonction consulaire à l'étranger?

AECEC sera toujours responsable pour la gestion du programme consulaire. Les chefs de mission devront assurer la prestation efficiente des services consulaires jusqu'à ce que les modalités du transfert des responsabilités auprès d'EIC soient définies.

17. Où la fonction consulaire et le Bureau des passeports seront-ils situés à AECEC?

Les opérations consulaires et les fonctions qui touchent la politique consulaire passeront au Secteur des affaires juridiques (JFB). Il en ira de même pour le Bureau des passeports.

18. Je suis une SCY non permutante et je travaille dans une direction géographique de programmes. Mes fonctions portent à 100 % sur des questions d'immigration? À quoi dois-je m'attendre?

EIC vous offrira un poste de groupe et de niveau correspondant à votre poste d'attache. Si vous choisissez de ne pas accepter cette offre, vous serez protégée par les dispositions de la Politique concernant le réaménagement des effectifs (voir les questions et réponses sur le réaménagement des effectifs).

19. Comment la liaison entre AECEC et EIC sera-t-elle assurée?

Les deux ministères conviennent qu'il leur faut un cadre de coordination des politiques pour traiter les questions d'intérêt mutuel (réfugiés, migration). Il restera donc à AECEC un petit service qui se chargera de cette fonction.

20. La décision de défiliariser les EX touche-t-elle les agents des affaires sociales?

L'initiative de défiliarisation restera au point mort jusqu'à ce que l'on examine les répercussions que le transfert du programme d'immigration à EIC aura sur elle.

21. Qui décidera des affectations relatives à l'immigration à l'étranger?

EIC sera responsable de prendre les décisions concernant les affectations à l'étranger dans le cadre du programme d'immigration, sous réserve de l'approbation du chef de mission. AECEC continuera à s'occuper des aspects administratifs des affectations (DSE, autorisations de sécurité, examens médicaux, etc.).

22. Qui sera responsable de la formation (professionnelle et en langues étrangères)?

EIC sera entièrement responsable de la gestion du personnel en ce qui concerne les membres de la filière des affaires sociales du service extérieur, ce qui comprend la formation professionnelle, les cours de langues officielles et les cours de langues étrangères. Selon des modalités de recouvrement des coûts, AECEC mettra son nouvel Institut canadien du service extérieur à la disposition d'EIC pour la formation professionnelle et les cours de langues étrangères.

Questions et réponses

Relations internationales en matière de culture et d'éducation

1. À quelle date ce programme sera-t-il effectivement transféré?

Le 1^{er} avril 1992, la responsabilité et l'imputabilité pour la conduite des relations internationales en matière de culture et d'éducation seront effectivement transférées au Conseil des Arts du Canada. Le transfert matériel de ce programme (BKA et BKR) du Secteur «B» d'AECEC au Conseil des Arts du Canada ne se fera pas avant l'été. Tant que ce déménagement ne sera pas fait, les missions et les directions de l'Administration centrale devraient continuer à collaborer avec BKA et BKR pour les activités associées aux fonctions transférées. BCB fera rapport au Conseil des Arts pour ce qui concerne l'exécution de ces programmes.

2. Je suis un employé non permutant de BKA. Qu'est-ce qui m'attend?

Le Conseil des Arts du Canada vous offrira un emploi équivalent. Si vous choisissez de ne pas accepter cette offre, vous aurez droit d'obtenir une offre d'emploi de niveau équivalent dans la Fonction publique. Puisque vous êtes un employé visé par la Politique concernant le réaménagement des effectifs, vous êtes aussi admissible à l'option du paiement forfaitaire (voir les questions et réponses sur le réaménagement des effectifs).

3. Je suis un agent FS permutant et je travaille à BKR. Mon affectation ne devait pas se terminer avant 1993. Qu'est-ce qui m'attend?

Vous restez un employé d'AECEC. Les postes de BKA et BKR à l'AC sont transférés au Conseil des Arts du Canada. Nous aiderons le Conseil des Arts à déterminer au cas par cas les ressources humaines dont il aura besoin pour exécuter ses programmes de relations internationales en matière de culture et d'éducation. Pour garantir la continuité de l'exécution des programmes, il est probable que nous détacherons certains de nos experts auprès du Conseil des Arts, surtout à court terme.

4. Je suis un employé permutant d'AECEC et je m'occupe du programme des affaires culturelles à CNGNY. Mon affectation ne prendra fin qu'en 1994. Qu'est-ce qui m'attend?

Vous restez un employé d'AECEC. Tous les postes à l'étranger qui sont associés à l'exécution des programmes de relations internationales en matière de culture et d'éducation seront maintenus à AECEC. À compter du 1^{er} avril, c'est le Conseil des Arts qui exercera le pouvoir de dotation de ces postes, mais les experts d'AECEC qui occupent actuellement ces postes resteront en

place jusqu'à la fin de leur affectation. À compter de cet été, vous relèverez directement du Conseil des Arts du Canada.

5. Je suis un employé non permutant affecté à des activités d'affaires publiques et de communications au sein d'une direction géographique de programmes d'AECEC. Qu'est-ce qui m'attend?

Vous restez un employé d'AECEC. Le Ministère garde la responsabilité des fonctions d'affaires publiques et de communications. Vous serez réaffecté dans votre secteur, et on prévoit que vos fonctions seront essentiellement inchangées.

6. Qu'advient-il de la Section des affaires historiques (BKRH) de la Direction des relations internationales en matière d'éducation (BKR)?

La fonction Relations en matière d'éducation étant transférée au Conseil des Arts du Canada, la Section des affaires historiques sera transférée cet été à la Direction des services de bibliothèque (BMS).

7. Dans quelle mesure AECEC continuera-t-il à participer aux relations internationales en matière de culture et d'éducation?

Le Conseil des Arts du Canada agira comme agent d'exécution, mais AECEC restera pleinement responsable de tous les éléments de la politique étrangère qui touchent les relations en matière de culture et d'éducation. Les missions du Canada continueront à appuyer ces activités à l'étranger.

8. Pourquoi le gouvernement a-t-il décidé de transférer au Conseil des Arts du Canada les programmes de relations internationales d'AECEC en matière de culture et d'éducation?

Le gouvernement a déclaré son intention d'améliorer le service au public tout en tentant d'améliorer l'efficacité de la prestation de ses programmes par divers regroupements.

Le Conseil des Arts du Canada est depuis longtemps un centre national de coordination pour ce qui concerne les programmes culturels. Il a établi sa réputation en encourageant l'excellence et en appuyant une large gamme d'initiatives touchant la culture et l'éducation au pays. En lui transférant l'exécution de nos programmes de relations internationales en matière de culture et d'éducation, le gouvernement offrira un point d'accès unique aux artistes et aux étudiants qui devaient jusqu'à maintenant traiter avec au moins deux organismes pour tenter d'obtenir un soutien. Ce regroupement devrait aussi offrir certaines possibilités de réduire les frais généraux de l'exécution de ces programmes. De plus, le Conseil des Arts du Canada est plus efficient lorsqu'il s'agit d'amener le secteur privé à appuyer la culture.

Sports

9. Quand ce programme sera-t-il transféré?

Le 1^{er} avril 1992, la responsabilité du programme et de son personnel sera transférée à Condition physique et Sport amateur.

10. Qu'advientra-t-il des employés affectés à ce programme?

Les employés non permutants de BKA qui sont exclusivement affectés au programme de relations internationales en matière de sport recevront de Condition physique et Sport amateur une offre d'emploi correspondant au groupe et au niveau de leur poste d'attache. Ils pourront aussi se prévaloir de l'option du paiement forfaitaire puisqu'ils sont visés par la Politique concernant le réaménagement des effectifs.

11. Dans quelle mesure AECEC continuera-t-il à prendre part au programme de relations internationales pour les sports?

Le Ministère fournira au besoin des orientations de politique étrangère à Condition physique et Sport amateur. Les missions du Canada continueront évidemment à appuyer les activités sportives internationales.

Expositions internationales

12. À quelle date ce programme sera-t-il transféré?

Le 1^{er} avril 1992, le programme et le personnel concerné seront transférés.

13. Je suis un employé non permutant de BKE. Qu'est-ce qui m'attend?

Vous recevrez du ministère des Communications une offre d'emploi correspondant au groupe et au niveau de votre poste d'attache. Vous pourrez aussi vous prévaloir de l'option du paiement forfaitaire puisque vous êtes visé par la Politique concernant le réaménagement des effectifs (voir les questions et réponses sur le réaménagement des effectifs).

14. Je suis un agent FS permutant et je travaille à BKE. Qu'est-ce qui m'attend?

Vous restez un employé d'AECEC. Si l'on juge opportun de le faire, vous pourriez être détaché auprès du MDC pour faciliter la continuité et l'exécution du programme à court terme.



Questions et réponses

Réaménagement des effectifs : Introduction

Plusieurs employés d'AECEC seront touchés par le transfert de programmes d'AECEC à d'autres organismes. Mais ces transferts auront un impact minime sur l'emploi permanent parce que des arrangements ont été pris pour que, dans toute la mesure du possible, les employés d'AECEC se voient offrir des postes équivalents au sein de l'organisme d'accueil. La Politique concernant le réaménagement des effectifs garantit que chaque employé nommé pour une période indéterminée recevra une offre d'emploi raisonnable dans la fonction publique. De fait, aucun employé nommé pour une période indéterminée ne sera mis en disponibilité à moins d'avoir décliné une offre d'emploi raisonnable dans la fonction publique. Une offre d'emploi raisonnable est normalement faite à un niveau équivalent, mais peut parfois l'être à un niveau supérieur ou inférieur.

Q.1 À qui s'applique la Politique concernant le réaménagement des effectifs?

R. La Politique s'appliquera aux trois (3) groupes d'employés suivants, qui sont touchés par les transferts de programmes :

1. tous les agents des Affaires sociales de niveau FS-1D à EX/FS-02;
2. tous les employés non permutants nommés pour une période indéterminée dont les postes d'attache sont visés par des transferts de programmes à un autre organisme;
3. tous les employés non permutants nommés pour une période indéterminée qui travaillent présentement pour un programme touché mais qui n'ont plus de poste d'attache.

La Politique ne s'applique ni aux employés permutants des services administratifs et de soutien, ni aux agents (FS) des filières commerciale et P/E qui travaillent dans un secteur touché, ni aux employés non permutants dont les postes d'attache ne sont pas visés par les transferts de programmes. Tous ces employés seront tout simplement réabsorbés par AECEC.

Q.2 Quelles options ont les employés protégés par la Politique?

R. Les employés auxquels s'applique la Politique concernant le réaménagement des effectifs ont trois (3) options :

1. ils peuvent accepter une offre d'emploi raisonnable de l'organisme d'accueil;
2. ils peuvent refuser une offre d'emploi raisonnable et être inscrits sur la liste prioritaire de la Commission de la fonction publique; et
3. ils peuvent choisir d'accepter un paiement forfaitaire et de quitter la fonction publique.

Q.3 Qu'arrive-t-il si un employé accepte l'offre d'emploi de l'organisme d'accueil?

R. Cette personne cesse d'être un employé d'AECEC et devient un employé de l'organisme d'accueil.

Q.4 Quand les employés peuvent-ils s'attendre à recevoir leur offre d'emploi?

R. La plupart des employés recevront une offre d'emploi en mars 1992. Rappelez-vous que chaque employé recevra une offre d'emploi, mais que certaines offres seront faites plus tard.

Q.5 Qu'arrive-t-il si un employé opte pour le paiement forfaitaire?

R. L'employé démissionne de la fonction publique en acceptant un paiement forfaitaire. Cet employé ne peut plus travailler pour AECEC pendant au moins six (6) mois. S'il travaille comme employé d'un autre ministère pendant la période initiale de six (6) mois, il doit remettre une part proportionnelle du montant forfaitaire reçu.

Q.6 Combien de temps les employés auront-ils pour décider s'ils veulent opter pour le paiement forfaitaire? Quand devront-ils quitter le Ministère?

R. Les employés seront priés de décider, d'ici le 28 mars 1992, s'ils veulent accepter un paiement forfaitaire. Mais dans la pratique, ils ne seront pas obligés de démissionner avant le 31 août 1992 s'ils optent pour le paiement forfaitaire. De cette façon, les employés touchés auront une période de

temps raisonnable pour prendre une décision difficile, et les programmes seront efficacement exécutés avant et pendant l'été, jusqu'à ce que le programme d'affectation soit complété.

Q.7 Qu'arrive-t-il si un employé refuse une offre d'emploi?

R. L'employé qui refuse une offre raisonnable sera inscrit sur la liste prioritaire de la Commission de la fonction publique pour garantir que sa candidature est envisagée pour un autre emploi dans la fonction publique. Mais cet employé devrait savoir que, puisqu'il a déjà refusé une offre, il sera mis en disponibilité après une période de six (6) mois s'il ne s'est pas trouvé un autre emploi.

Q.8 Les fonctions de certains employés de BKR et BKA sont transférées au Conseil des Arts du Canada. Le Conseil des Arts n'est pas un ministère fédéral. Les mêmes règles s'appliquent-elles dans ce cas?

R. Elles sont un peu différentes. Ces employés auraient encore le droit d'obtenir une offre d'emploi raisonnable dans la fonction publique s'ils décidaient de ne pas s'associer au Conseil des Arts. Les règles sur le paiement forfaitaire sont les mêmes.

Q.9 Qu'advient-il des employés nommés pour une période déterminée qui travaillent dans les secteurs d'activité touchés?

R. La Politique concernant le réaménagement des effectifs ne s'applique pas aux employés nommés pour une période déterminée. Les emplois devant se terminer avant le 1^{er} avril 1992 seront maintenus pour toute la durée du contrat d'emploi. L'organisme qui accueille les fonctions transférées prendra toutes les décisions concernant le renouvellement des contrats après le 31 mars 1992. La situation des employés dont le contrat d'emploi doit se terminer en avril 1992 ou à une date subséquente sera examinée au cas par cas avec l'organisme d'accueil. Tout employé nommé pour une période déterminée qui est mis en disponibilité recevra un préavis d'au moins deux (2) semaines.

Q.10 Le Ministère enverra-t-il de la documentation aux employés visés par la Politique concernant le réaménagement des effectifs?

R. Les employés visés par la Politique recevront :

- 1) un exemplaire de la Politique concernant le réaménagement des effectifs;
- 2) un télex, d'ici le 27 février, les invitant à opter pour le paiement forfaitaire (voir la Question 1);
- 3) une lettre les déclarant officiellement excédentaires pour leur faciliter une nouvelle nomination ou pour les rendre admissibles au paiement forfaitaire;
- 4) une lettre d'offre de l'organisme d'accueil ou, dans certains cas, d'un autre ministère fédéral.

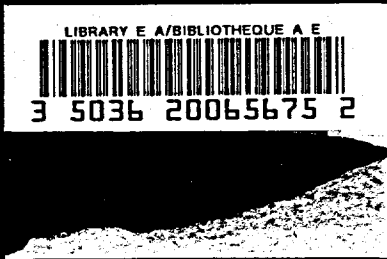
Q.11 Les employés visés par la Politique concernant le réaménagement des effectifs (voir la Question 1) pourraient souhaiter obtenir plus d'information. Où pourront-ils l'obtenir?

R. Les employés FS de la filière des Affaires sociales devraient d'abord contacter la direction du personnel de leur filière (APM).

Les employés non permutants du Secteur «O» ou des directions de programmes (RGP, LGP, GRP, PGP, URR) devraient contacter Elaine Butcher d'APSO, au 992-7318.

Les employés non permutants du Secteur «B» devraient contacter Jacques Proulx d'APSO, au 996-9434.

N.B. ABP fournira de l'information sur les prestations de retraite et les montants forfaitaires individuels (sommes en argent autorisées).



DOCS

CA1 EA 92S32 EXF

Canada. External Affairs and
International Trade Canada

Sharpening the focus of the
Department's core mandate ...
getting back to basics

43262678

ACCO ^{TM/CM}

25970	JAUNE
25971	NOIR
25972	BLEU
25973	BLEU RL
25974	GRIS
25975	VERT
25977	TANGERINE
25978	ROUGE
25979	ROUGE EX

CANADA BY / FABRIQUE AU CANADA PAR
NADIAN COMPANY LIMITED
E CANADIENNE ACCO LIMITEE
CANADA

doc
CA1
EA
92S32
EXF

DOCS
CA1 EA 92S32 EXF
Canada. External Affairs and
International Trade Canada
Sharpening the focus of the
Department's core mandate ...
getting back to basics
43262678



b 2424745(E)
b 2424757(F)

NON - CIRCULATING
CONSULTER SUR PLACE

APR 30 1992

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY
RETOURNER A LA BIBLIOTHEQUE DU MINISTERE

February 26, 1992

To All Employees of External Affairs
and International Trade Canada.

Consistent with the themes announced by the Minister of Finance in the budget, I wish to inform you of the following decisions aimed at sharpening the focus of the Department's core mandate. In short getting back to basics. This will involve the transfer from EAITC of responsibility for:

- (a) immigration to Employment and Immigration Canada (EIC);
- (b) international cultural and academic relations to the Canada Council;
- (c) international sports to Fitness and Amateur Sport; and
- (d) international expositions to Communications Canada (DOC).

43-262-678

All other EAITC programs, including general relations, trade, communications, public affairs, consular affairs and the Passport Office will remain in EAITC. These changes will strengthen and clarify accountability by linking policy formulation and program delivery and in doing so should ensure greater operating efficiencies and improved service to Canadians.

I have initiated these changes at EAITC, in concert with the recipient organizations and the PCO, with a view to streamlining EAITC and positioning the Department to respond more effectively to the foreign policy and trade challenges facing Canada. I and my counterparts from the other organizations are committed to making these changes work to the benefit of all the programs involved. I recognize that for some of you these changes will be difficult but I expect everyone to respond professionally.

This transfer of programs respects the 1981/82 principles of consolidation of foreign operations. EAITC will continue to be responsible for coordinating the full range of Canada's relations with other countries and the authority of Heads of Mission will remain unchanged.

...2

The effective date for the transfer of responsibility and accountability in all cases is April 1, 1992. Dates for the physical moves are still to be decided. The current plan, however, calls for the immigration program (i.e. OFB and the geographic program divisions) to move from EAITC to EIC headquarters this summer. The same timing holds for the move of cultural and academic relations (BKA and BKR) to the Canada Council. Both international sports (BKA) and international expositions (BKE) will move April 1 or soon thereafter. Symbols for all affected programs will remain in use until further notice.

The consular function will remain within EAITC. Consular operations and policy (including consular awareness, contingency planning and the watch office) will move this summer from OFB to JFB. Similarly the Passport Office will be moved under the umbrella of JFB.

Those positions at headquarters dedicated to immigration, international cultural and academic relations, international sports and international expositions will be transferred to recipient organizations.

As in the case of the development assistance program, positions abroad dedicated to the immigration program will remain on the establishment of EAITC. EIC will exercise assignment and staffing authority for these positions, subject to the approval of Heads of Mission. EAITC will continue to be responsible for the administrative aspects of postings of officers to immigration positions in Canadian missions abroad (e.g. FSDs, removals, allowances etc.). A mutual secondment program will be set up to facilitate assignments between EAITC and EIC foreign service officers.

In the case of international cultural and academic relations, positions abroad dedicated to these programs will continue to be on the establishment of EAITC. The Canada Council will exercise assignment and staffing authority for these positions although EAITC experts in these programs may continue to be assigned to such positions, particularly in the near term, to ensure continuity in the delivery of international cultural and academic relations programs on behalf of the Canada Council.

Attached are a series of questions and answers that will address most of the issues of concern to employees. However, the comments below on major personnel matters will be helpful:

(a) **Immigration:** the FS social affairs stream will be maintained under EIC management. All members of the FS social affairs stream (FS1D to EXFS2) will be offered positions at their current FS group and level by EIC. Those FS social affairs officers who choose not to accept the offer of employment at EIC will be covered under the provisions of the Government's workforce adjustment (WFA) policy and will be eligible for a cash-out. Separate questions and answers on the WFA policy are attached.

(b) **Non-rotational employees:** those non-rotational employees occupying positions related to the delivery of programs to be transferred to other organizations (see paragraph one) will be offered new positions at their current group and level by the recipient organizations. Those non-rotational employees who choose not to accept such offers of employment from the recipient organizations will be covered under the provisions of the Government's workforce adjustment (WFA) policy and will be eligible for a cash-out. The one exception to this guideline involves non-rotational employees occupying headquarters positions in the international cultural and academic relations programs which are to be transferred to the Canada Council. In this instance such employees will be offered an equivalent position at the Canada Council. If they choose not to accept this offer, these employees will be offered an equivalent position within the Public Service unless they wish to take a cash-out. Separate questions and answers on the WFA policy are attached.

(c) **Rotational employees** (other than social affairs FS officers): those rotational employees (FS, administration and support) who are currently occupying positions related to the delivery of programs to be transferred to other organizations (see paragraph one) will remain with EAITC at their current substantive group and level. Some of these employees may be seconded to the recipient organizations for a specific period of time to facilitate continuity and the delivery of these transferred programs.

Personnel Branch will do its best to answer all your enquiries as quickly as possible. Should you have questions after reading all the background literature, please contact the following individuals in the Personnel Branch:

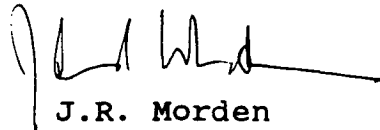
(a) FS employees from the social stream should contact their assignment officer (Jean Roberge 992-7480, Gary McDonald 995-6726 and Barbara Sandilands 995-5177) in APM;

(b) non-rotational employees from OFB and from the program divisions (RGP, PGP, GRP, LGP, URR) should contact Elaine Butcher/APSO (992-7318); and

(c) non-rotational employees from BCB should contact Jacques Proulx/APSO (996-8434).

I am very sensitive to the apprehension that comes with change and to the effect these changes will have on many of you. Every effort will be made by this Department and the other organizations involved to ensure that this transfer of programs and people is carried out equitably and with a minimum of disruption for both the people and programs involved. The particular interests of individuals affected will be taken into account to the greatest degree possible.

Yours sincerely,



J.R. Morden



External Affairs and
International Trade Canada

Affaires extérieures et
Commerce extérieur Canada

Under-Secretary

Sous-secrétaire

February 26, 1992

To All Employees of the Passport Office,

By now you will be aware of the decision to transfer responsibility for immigration program delivery abroad from External Affairs and International Trade Canada to Employment and Immigration Canada. As announced, responsibility for consular affairs and the Passport Office will remain with this Department. This will require a re-ordering of Branches and a new reporting line for the Passport Special Operating Agency through the Legal Affairs Branch (JFB).

During the past two years, the managers and staff of the Passport Office have responded admirably to major organizational change. I am certain that I can count upon you to adapt to today's decisions and to continue to provide a high standard of service to Canadians.

Yours sincerely,



J.R. Morden

February 26, 1992

EAITC STREAMLINES OPERATIONS

External Affairs and International Trade Canada is transferring its responsibility for the delivery of four programs as part of the Department's move to concentrate resources and energy on its core mandate, the management of Canada's foreign interests and trade policy and development.

The move was announced in conjunction with the Feb. 25 federal budget. It involves the transfer of EAITC's immigration role to Employment and Immigration Canada, of the cultural and academic relations program to the Canada Council, of international expositions to Communications Canada and of the international sports program to Fitness and Amateur Sport.

Details involved in the shift of responsibilities will be decided in consultation with the recipient organizations. The transfers do not entail job losses.

"The Government has agreed to these changes at EAITC, in concert with the recipient organizations and the Privy Council Office, with a view to streamlining EAITC and positioning the Department to respond more effectively to the foreign policy and trade challenges facing Canada," said Reid Morden, Under-Secretary of State for External Affairs.

"I and my counterparts from the other organizations are committed to making these changes work to the benefit of all the programs involved."

The changes will increase the Department's ability to focus on, and deal more effectively with, its core responsibilities. In addition to the central functions of conducting Canada's foreign policy and trade policy and development, these include

. . . 2.

consular affairs, communications with the public and media, and the Passport Office.

The moves will also strengthen and clarify accountability by tightening the linkage between policy formulation and program delivery.

Transfers of responsibility and accountability are effective April 1. Dates for physical moves are still to be determined.

"Every effort will be made by this Department and the other organizations involved to ensure that this transfer is carried out equitably and with a minimum of disruption for both the people and programs involved," Mr. Morden said in a message to employees.

- 30 -

For further information, media representatives may contact:

Media Relations Office
External Affairs and International Trade Canada
(613) 995-1874

BACK TO BASICS

OBJECTIVES

**TO FOCUS EXTERNAL AFFAIRS AND
INTERNATIONAL TRADE CANADA ON ITS CORE
MANDATE: INTERNATIONAL POLITICAL AND
ECONOMIC INTERESTS AND TRADE POLICY AND
DEVELOPMENT**

**TO IMPROVE SERVICE TO THE PUBLIC,
STRENGTHEN PROGRAM EFFECTIVENESS AND
ACCOUNTABILITY, ELIMINATE DUPLICATION AND
REDUCE OVERLAP**

PROGRAMS AFFECTED

- **IMMIGRATION**
- **INTERNATIONAL CULTURAL
AND ACADEMIC RELATIONS**
- **INTERNATIONAL SPORTS**
- **INTERNATIONAL EXPOSITIONS**
- **DEVELOPMENT ASSISTANCE
(COMPLETED DEC 31, 1991)**

IMMIGRATION

INITIATIVE

TRANSFER RESPONSIBILITY FOR THE
MANAGEMENT OF THE IMMIGRATION
PROGRAM ABROAD TO EMPLOYMENT AND
IMMIGRATION CANADA

RATIONALE

TO IMPROVE ACCOUNTABILITY BY
STRENGTHENING THE LINKAGE BETWEEN
IMMIGRATION POLICY FORMULATION AND
PROGRAM MANAGEMENT

IMPLEMENTATION

EFFECTIVE DATE FOR TRANSFER OF
RESPONSIBILITY AND ACCOUNTABILITY
APRIL 1, 1992

EAITC TO CONTINUE TO PROVIDE THE
ADMINISTRATIVE INFRASTRUCTURE IN
SUPPORT OF PROGRAM DELIVERY ABROAD

RESPONSIBILITY FOR DELIVERY OF THE
CONSULAR PROGRAM REMAINS WITH EAITC

RESPONSIBILITY FOR THE PASSPORT OFFICE
REMAINS WITH EAITC

EAITC AND EIC SIGN MOU GOVERNING
TRANSFER OF RESPONSIBILITY AND
ACCOMPANYING RESOURCES

INTERNATIONAL CULTURAL AND ACADEMIC RELATIONS

INITIATIVE

**TRANSFER RESPONSIBILITY FOR THE
DELIVERY OF THE INTERNATIONAL CULTURAL
AND ACADEMIC RELATIONS PROGRAMS TO
THE CANADA COUNCIL**

RATIONALE

**TO STRENGTHEN CULTURAL AND ACADEMIC
RELATIONS BY CONSOLIDATING
RESPONSIBILITY IN THE ORGANIZATION WITH
PROVEN EXPERTISE AND ESTABLISHED
LINKS WITH THE PROGRAM'S DOMESTIC AND
INTERNATIONAL CLIENTELE**

IMPLEMENTATION

**EFFECTIVE DATE FOR TRANSFER OF
RESPONSIBILITY AND ACCOUNTABILITY FOR
PROGRAM DELIVERY APRIL 1, 1992**

**EAITC TO CONTINUE TO PROVIDE THE
ADMINISTRATIVE INFRASTRUCTURE IN
SUPPORT OF PROGRAM DELIVERY ABROAD**

**EAITC TO RETAIN RESPONSIBILITY FOR
ESTABLISHING THE FOREIGN POLICY
FRAMEWORK GUIDING PROGRAM DELIVERY**

**EAITC AND THE CANADA COUNCIL SIGN
MOU GOVERNING TRANSFER OF
RESPONSIBILITY AND ACCOMPANYING
RESOURCES**

INTERNATIONAL SPORTS

INITIATIVE

**TRANSFER RESPONSIBILITY FOR
INTERNATIONAL SPORTS TO FITNESS AND
AMATEUR SPORT**

RATIONALE

**TO CONSOLIDATE RESPONSIBILITY FOR
POLICY AND PROGRAM MANAGEMENT
WITHIN THE AGENCY HAVING THE MANDATE
FOR SPORT AND THE BEST-ESTABLISHED
RELATIONSHIPS WITH THE ORGANIZATIONS
INVOLVED IN INTERNATIONAL SPORTING
ACTIVITIES**

IMPLEMENTATION

**EFFECTIVE DATE FOR TRANSFER OF
RESPONSIBILITY AND ACCOUNTABILITY
APRIL 1, 1992**

**EAITC AND FITNESS AND AMATEUR SPORT
SIGN MOU GOVERNING TRANSFER OF
RESPONSIBILITY AND ACCOMPANYING
RESOURCES**

INTERNATIONAL EXPOSITIONS

INITIATIVE

TRANSFER RESPONSIBILITY FOR CANADA'S PARTICIPATION IN INTERNATIONAL EXPOSITIONS TO THE DEPARTMENT OF COMMUNICATIONS (DOC)

RATIONALE

TO RECOGNIZE DOC'S EXPERTISE AND CENTRAL ROLE IN MOUNTING CANADIAN EXHIBITS AT WORLD EXPOSITIONS TO PORTRAY CANADA'S ECONOMIC, CULTURAL AND SOCIAL DEVELOPMENT

IMPLEMENTATION

**EFFECTIVE DATE FOR TRANSFER OF RESPONSIBILITY AND ACCOUNTABILITY
APRIL 1, 1992**

EAITC AND DOC SIGN MOU GOVERNING TRANSFER OF RESPONSIBILITY AND ACCOMPANYING RESOURCES

Questions and Answers

General Overview

1. Which programs are affected?

Effective April 1, 1992, the Department will transfer responsibility for:

- Immigration to Employment and Immigration Canada
- Cultural and Academic Relations to the Canada Council
- International Sports to Fitness and Amateur Sports
- International Expositions to Communications Canada

2. Will other programs be affected at EAITC?

The Department will retain responsibility for political and economic relations, trade policy and development, communications, public affairs, consular affairs and the Passport Office. The changes we are about to implement should permit us to sharpen our focus on those core responsibilities and to handle them even more effectively.

3. What is the rationale for this decision?

The principal objective is to strengthen and clarify accountability by creating a tighter linkage between responsibility for policy formulation and program delivery. This link has already been established in the case of the development assistance program. The logic of that model is now being applied to these other programs. In doing so, this should ensure greater operating effectiveness and improved service to Canadians.

The streamlining of External Affairs and International Trade Canada will also position the Department to respond more effectively to the major foreign policy and trade challenges facing Canada.

4. Is this not inconsistent with the consolidation decision of 1982?

No. The primary reasons for consolidation were to ensure more effective coordination of official activities abroad and to increase the level of integration of trade within foreign policy activities. In the intervening decade, the issue of control and coordination has been resolved and it has been accepted that EAITC is responsible for the conduct of the full range of Canada's relations with other countries. Authority and accountability abroad are now clearly vested in the Head of Mission. Neither the general coordinating responsibility of EAITC nor the role of the Head of Mission will be affected by this decision.

5. How will the Department be able to exercise its coordinating responsibility in respect of the programs that are affected?

In the case of immigration, a unit will be created in EAITC for the purpose of consulting with EIC on refugee and migration issues that have foreign policy implications. In the case of the cultural and academic programs, the Department will be represented in the Canada Council's decision-making process. For the other programs, liaison with the lead department will be conducted as required on an ad hoc basis.

6. Is this not just another resource reduction exercise?

This initiative is not driven by resource considerations but rather by policy considerations. The primary goal is to strengthen and clarify accountability by tightening the linkage between policy formulation and program delivery.

7. First you returned the aid program to CIDA. Now the immigration program is being transferred to EIC. Is it just a matter of time before the trade program is transferred to ISTC?

These moves are the culmination of a decade-long effort to create a seamless relationship in the pursuit of Canada's international political and economic interests both at home and abroad. Policy and program delivery operate in concert, and lines of accountability are clear. That is the consistent principle behind the latest changes and also behind the previous decision that the trade program belongs at EAITC. The fundamental importance of trade and economic issues in bilateral and multilateral relations has been embraced fully by all officers in both the trade and political streams, and is reflected in every aspect of the department's structure and organization. For these reasons, the trade program will very definitely remain with EAITC.

8. Will any employees lose their job?

All employees affected by these program transfers will receive job offers at an equivalent group and level. If they choose not to accept these offers, they will be eligible for the cash-out under the Workforce Adjustment (WFA) policy.

Questions and Answers

Immigration Program

1. What is the effective date of the transfer of the immigration program from EAITC to EIC?

The effective date is April 1, 1992. On that date EIC takes over responsibility and accountability for the immigration program and employees dedicated to that program become employees of EIC. From a practical point of view, however, it will be business as usual until the actual physical move of the immigration program takes place this summer from EAITC to EIC headquarters. Until that happens, immigration officers abroad will continue to report to their immigration counterparts at EAITC and program divisions at EAITC will report to their respective ADMs. OFB will report to EIC.

2. Is there not a double standard here? In 1991 when the decision was taken to disband the FS aid stream, officers were given the choice to remain at EAITC or to transfer to CIDA. Why is that same choice not available to members of the FS social affairs stream?

Unlike the case of the FS aid stream, the FS social affairs stream is **not** being disbanded. All FS social affairs officers (FS1D to EXFS2) will be offered positions by EIC at their same FS group and level. They will maintain their present terms and conditions of employment and they will not suffer any financial loss. The FS social affairs stream will continue to be a viable entity. The only substantive change is that EIC will be fully accountable and responsible for the immigration program.

3. Is this "no choice" avenue being driven by the inability of EAITC to absorb all or part of the social affairs stream elsewhere in the Department?

There is no question that the sheer size of the FS social affairs stream would make it impossible for EAITC to absorb it in other programs. The decision, however, to continue to maintain the FS social affairs stream under EIC management was taken specifically to ensure that the immigration program would continue to be delivered by the recognized and trained experts.

4. How can we be assured that the FS social affairs stream will remain a viable entity at EIC?

EIC is committed to annual recruitment of FS social affairs officers and the annual promotion-to-level procedures in place at

EAITC. FS social affairs officers will continue to be rotational and to be members of PAFSO (as was the case from 1971-81). Management at EAITC and EIC will work together with PAFSO and its membership in the pursuit of common objectives (eg. FS restructuring, contract renegotiation etc).

5. Will the substance of the work of an FS social affairs officer change?

Best efforts will be made to transfer to EIC the existing immigration organizational and management structure at EAITC with the **minimum** of change or disruption. Job content at headquarters should not change significantly. Abroad there will be no change. Social affairs officers will continue to deliver the immigration program under the responsibility of the HOM, but will now report direct to EIC.

6. What if I chose not to accept EIC's offer? What are my options? Can I transfer to another FS stream; if not immediately, eventually?

All members of the FS social affairs stream will receive an offer from EIC at their current FS level and salary. While EAITC and EIC will, of course, facilitate an ongoing program of secondments, in particular to fill all immigration positions abroad, it will not be possible to accommodate transfers of social affairs officers to the other two FS streams. Those FS social affairs officers who decide not to accept the offer of employment at EIC will be covered under the provisions of the Government's Workforce Adjustment (WFA) policy. (See separate questions and answers on the WFA program.)

7. What, if any, will be the impact of the decision to transfer the immigration program to EIC on the assignment process this summer?

(a) If your posting abroad is not due to end this summer or if you are being crossposted, you should not be affected by this change. If you are scheduled to return to headquarters, you will as of this fall most likely be performing your duties at EIC and not EAITC headquarters.

(b) If you are on a cross-stream assignment or on assignment to another organization (other than EIC), and if your assignment is due to conclude this summer, you will be reassigned either to EIC HQ or abroad. If your assignment is not due to conclude before 1993, you will normally remain in your current position. These matters, however, will have to be discussed on a case-by-case basis by EAITC and EIC management.

8. Will there be promotion boards this year for members of the FS social affairs stream?

Yes, boards are meeting now. The decision to transfer the immigration program and members of the FS social affairs stream to EIC will not affect in any way the deliberations of this year's promotion exercise.

9. I am a former FS aid officer who joined the social affairs stream on December 31, 1991. I joined that stream to do immigration work but also to remain at EAITC. Can I revisit my stream of choice decision and transfer to another FS Stream?

The work of the FS social affairs officer remains exactly the same -- only the reporting relationship is changed. To give former aid stream officers a choice where we are not giving it to others would be unfair.

10. I am a new FS1D who joined the social affairs stream 6 months ago. Can I opt for another FS stream?

In order to ensure the continuing integrity of this stream, it is essential to protect the balance and level of resources that are currently dedicated to the immigration program. This is especially so at the level of new recruits. EAITC cannot select certain FS social affairs officers to stay at EAITC while transferring everyone else to EIC.

11. I am a consular expert originally from the FS political/economic stream. I transferred in July 1991 to the FS social affairs stream with the integration of the consular/immigration functions. Given that the consular function will remain with EAITC, can I transfer back to the FS political/economic stream?

Again EAITC is very conscious of the need to treat all members of the FS social affairs stream in the same manner and therefore we will not be in a position to accommodate such permanent transfers. In order to ensure continuity in the delivery of the consular program, EAITC and EIC have agreed to second FS social affairs officers who are consular experts into consular positions at EAITC headquarters and at our posts abroad.

12. How will EX(FS) officers be treated in this exercise?

EXFS1 and 2 officers will transfer to EIC at their same group and level. EXFS3-5s (i.e. members of the Department's senior management pool and not members of the social affairs stream) who have a background in the social affairs program will have the option to remain at EAITC, transfer permanently to EIC or be seconded to EIC.

13. Will there be opportunities for secondments between EAITC and EIC?

All immigration positions abroad, while remaining on EAITC's establishment, will be reserved for immigration officers. As is the case with CIDA and aid positions abroad, EAITC and EIC will fill all immigration officer positions overseas via secondments.

Both EAITC and EIC are open to a program of two-way secondments at headquarters, particularly in the early stages of this change. Continuity will require that some social affairs officers remain at EAITC in their current jobs but on secondment. Similarly some EAITC employees who are not social affairs officers but are involved in the immigration program in Ottawa, may be seconded to EIC to facilitate program delivery in the near term.

14. If immigration positions abroad remain on EAITC's establishment, what impact will this have on promotional opportunities for the FS social affairs stream?

All immigration positions abroad (including at the EX level) will not only be reserved for immigration officers but they will also be used by EIC for recruitment and promotional purposes for the FS social affairs stream.

15. Since the consular function is remaining at EAITC, does that mean that immigration officers abroad will no longer do any consular work?

Where positions abroad are 100% dedicated to the consular function, these will revert back to the FS political/economic stream and normally be filled by EAITC employees. By mutual agreement of EAITC and EIC, the positions may also be filled by consular experts from the social affairs stream. Where the work package of a social affairs officer abroad includes the consular function, in addition to his/her immigration duties, that officer will continue to perform these consular duties on behalf of EAITC. Similarly where the work package of an EAITC employee includes immigration work, that employee will continue to perform these immigration duties on behalf of EIC.

16. Who will manage the consular function abroad?

Management of the consular program remains with EAITC. Until details of the transfer of responsibilities are worked out with EIC, Heads of Mission are to ensure that the consular function operates efficiently.

17. Where will the consular function and the Passport Office be situated in EAITC?

The consular operations and policy functions will be relocated in the Legal Affairs Branch (JFB). The same will be the case for the Passport Office.

18. I am a non-rotational SCY working in a geographic program division. I work 100% on immigration matters. What happens to me?

You are offered a position at your same substantive group and level by EIC. If you choose not to accept this offer, you will be covered by the provisions of the Workforce Adjustment (WFA) policy (see separate Qs and As on WFA).

19. How will liaison and policy coordination between EAITC and EIC be assured?

Both departments agree on the need for a policy coordination framework to address issues of mutual concern (eg refugees, migration). There will remain a small unit at EAITC which will be responsible for carrying out this function.

20. Will the EX destreaming decision affect social affairs officers?

The EX destreaming initiative is on hold for the time being pending a review of the impact on it of the transfer of the immigration program to EIC.

21. Who will in future decide on immigration assignments abroad?

EIC will be responsible for determining assignments to the immigration program overseas, subject to the approval of the Head of Mission. EAITC will continue to handle the administrative aspects of postings (eg FSDs, security clearances, medicals etc).

22. Who will be responsible for training (professional and foreign language)?

EIC will be responsible for the full personnel management of members of the FS social affairs stream, including vocational training and official and foreign language training. EAITC will make available to EIC on a cost recovery basis use of the Department's new Canadian Foreign Service Institute for professional and foreign language training.

Questions & Answers

International Cultural and Academic Relations

1. What is the effective date of the transfer of this program?

The effective date is April 1, 1992. On that date responsibility and accountability for the delivery of international cultural and academic relations will be transferred to the Canada Council. The actual physical move of this program (BKA and BKR) from the B Branch in EAITC to the Canada Council will not take place before this summer. Until this move takes place, posts and headquarters divisions should continue to work with BKA and BKR on activities pertaining to these transferred functions. BCB will report to the Canada Council with respect to these programs.

2. I am a non rotational employee in BKA. What happens to me?

You will receive an equivalent job offer from the Canada Council. If you choose not to accept this offer, you will be eligible to receive another job offer at your equivalent level from within the Public Service. As you are covered under the provisions of the workforce adjustment (WFA) policy, you are also eligible for a cash-out (see separate questions and answers on WFA).

3. I am a rotational FS working in BKR. My assignment was not due to conclude before 1993. What happens to me?

You remain an employee of EAITC. Headquarters positions in BKA and BKR are being transferred to the Canada Council. On a case-by-case basis, we will be reviewing with the Canada Council their personnel needs regarding their delivery of the international cultural and academic relations programs. In order to ensure continuity in the delivery of this program, it is likely that, particularly in the near term, we will be seconding some of our experts to the Canada Council.

4. I am a rotational employee of EAITC and I deliver the cultural affairs program at CNGNY. My posting is not due to conclude before 1994. What happens to me?

You remain an employee of EAITC. All positions abroad dedicated to the delivery of the international cultural and academic relations programs will remain with EAITC. While the Canada Council will, as of April 1, exercise assignment authority for these positions, EAITC experts currently filling these positions will remain in place until their postings conclude. As of this summer, you will be reporting direct to the Canada Council.

5. I am a non-rotational employee who does public affairs and communications work in a geographic program division at EAITC. What happens to me?

You remain an employee of EAITC. The Department retains responsibility for the public affairs and communications functions. You will be reassigned within your Branch and it is expected that your duties will be largely unchanged.

6. What happens to the Historical Section (BKRH) of the Academic Relations Division (BKR)?

With the transfer of the academic relations function to the Canada Council, Historical Section will be transferred to the Library (BMS) this summer.

7. To what extent will EAITC continue to be involved in international cultural and academic relations?

While the Canada Council will act as executing agent, EAITC will retain full authority and responsibility for all elements of foreign policy affecting cultural and academic relations. Canadian missions will continue to provide assistance for these activities abroad.

8. Why has the government decided to transfer international cultural and academic programs from External Affairs to the Canada Council?

The government has stated its intention to improve service to the public while seeking greater effectiveness in the delivery of its programs through consolidations.

Insofar as cultural programs are concerned, the Canada Council has long been a national focal point. It has a well-established reputation for encouraging excellence and supporting a broad range of domestic cultural and academic endeavour. By transferring the delivery of international cultural and academic programs from the Department of External Affairs to the Council, the government will provide a single window of access for artists and students who have until now had to deal through at least two organizations in seeking support for their work. Consolidation should also offer some scope for reducing the overhead costs of delivering these programs. Moreover, the Canada Council provides a more efficient vehicle for private sector support to culture.

Sports

9. When will this program transfer take effect?

On April 1, 1992 both the responsibility for the program and the personnel transfer to Fitness and Amateur Sport.

10. What happens to employees in this program?

Non-rotational employees in BKA who are working exclusively on the international sports program will receive an offer of employment at their same substantive group and level from Fitness and Amateur Sport. They will also be eligible for cash-outs since they will be covered under the provisions of the Workforce Adjustment policy.

11. To what extent will EAITC continue to be involved in the international sports program?

The Department will provide to Fitness and Amateur Sport foreign policy guidance as required. Canadian missions will of course continue to provide assistance for international sports activities.

International Expositions

12. What is the effective date of this program transfer?

April 1, 1992. The date for the physical move of this program (BKE) is expected to be November, 1992 i.e. after the conclusion of the Seville Exposition. As of April 1, BCB will report direct to DOC on this program.

13. I am a non-rotational employee in BKE. What happens to me?

You will receive an offer of employment from the Department of Communications at your same substantive group and level. You will also be eligible for a cash-out since you will be covered under the provisions of the workforce adjustment policy. (see separate questions and answers on WFA).

14. I am a rotational FS working in BKE. What happens to me?

You remain an employee of EAITC and will remain in your current position. There is the possibility that after the physical move to DOC, rotational employees dedicated to this program could be seconded to DOC to facilitate continuity and near term program delivery.

QUESTIONS AND ANSWERS

Workforce Adjustment (WFA): Introduction

Many employees of EAITC will be affected by the transfer of programs from EAITC to other organizations. The impact of the transfers on continued employment will be minimal however because arrangements have been made to ensure that, to the extent possible, EAITC employees will be offered equivalent positions with the receiving organizations. The Workforce Adjustment (WFA) policy ensures that every indeterminate employee will be given a reasonable offer of employment within the Public Service. Indeed, no indeterminate employee will be laid off until he/she refuses to accept a reasonable job offer within the Public Service. A reasonable job offer is normally one at an equivalent level but may on occasion be at a higher or lower level.

Q.1 To whom does the WFA policy apply?

A. The WFA policy will apply to the following three (3) groups of employees affected by the program transfers:

1. All FS Social Affairs officers from FS-1D to EX/FS-02;
2. All indeterminate non-rotational employees whose substantive (pay) positions are located in areas from which programs are being transferred to another organization;
3. All indeterminate non-rotational employees who are presently working in an affected program but who no longer own any substantive (pay) position.

The WFA policy does not apply to rotational administrative/support employees nor to Trade and P/E FS officers working in affected areas and nor to non-rotational employees who still own a substantive position in an area not affected by the program transfers. All of these employees will simply be reabsorbed by EAITC.

Q.2 What options do employees protected by the WFA have?

A. Employees to whom the WFA policy applies will have three (3) options:

1. They may accept a reasonable job offer from the receiving organization;
2. They may decline a reasonable job offer and be placed on the Public Service Commission's priority list;
3. As a final option, they may choose to accept a cash-out and resign from the Public Service.

Q.3 What happens if an employee accepts the job offer from the receiving organization?

A. Those individuals cease to be employees of EAITC and become employees of the receiving organization.

Q.4 When can employees expect to receive their job offer?

A. Most employees will receive a job offer during March 1992. Remember everyone will receive a job offer, but some will be made at a later date.

Q.5 What happens if an employee opts for the cash-out?

A. The employee resigns from the Public Service upon accepting a cash-out. Such employees cannot work again with EAITC for at least six (6) months. If they work as an employee for another department during the initial six (6) months, they must return part of the cash-out on a pro-rated basis.

Q.6 How much time will employees be given to determine if they wish to opt for the cash-out? When must they leave the Department?

A. Employees will be asked to decide by March 28, 1992, on whether they wish to accept a cash-out, but will not be required to actually resign before August 31, 1992 should they opt for the cash-out. This timetable provides a reasonable period of time for employees called upon to make a difficult decision and will also ensure effective program delivery up to and during the summer months until the posting program is completed.

Q.7 What happens if an employee declines a job offer?

A. Employees who refuse a reasonable offer will be placed on a priority list with the Public Service Commission to ensure they are considered for other employment within the Public Service. These employees should be aware, however, that, having already refused an offer, they will be laid off after a period of six (6) months should they not find alternative employment.

Q.8 The functions of some employees in BKR and BKA are being transferred to the Canada Council. The Canada Council is not a federal government department. Do the same WFA rules apply?

A. They are slightly different. Such employees would still be entitled to one reasonable job offer with the Public Service should they opt not to go with the Canada Council. Cash-out rules are the same.

Q.9 What happens to term employees working in affected areas?

A. The WFA policy does not apply to term employees. Terms whose expiry date is before April 1, 1992 will be allowed to run their course. The organization receiving the transferred functions will make all decisions regarding renewal of terms beyond March 31, 1992. The status of those terms whose planned expiry date is in April 1992 or later will be reviewed on a case-by-case basis with the receiving organization. Any term who is laid off will be given at least two (2) weeks notice.

Q.10 Will the Department forward further documentation to employees covered by the Workforce Adjustment policy?

A. Employees will receive:

- 1) a copy of the WFA policy;
- 2) a telex, by February 27, inviting cash-out volunteers from among the employees covered by the WFA policy (see Question #1);
- 3) a letter officially declaring them surplus to facilitate their new appointment or to make them eligible for the cash-out;

- 4) a letter of offer from the receiving organization or in some cases from another department from within the Public Service.

Q.11 Employees covered by the WFA policy (see Question #1) may wish more information. Where can they obtain it?

- A. FS employees from the Social Affairs stream should first contact their stream personnel division, APM.

Non-rotational employees from the "O" Branch or from the program divisions (RGP, LGP, GRP, PGP, URR) should contact Elaine Butcher from APSO at 992-7318.

Non-rotational employees from the "B" Branch should contact Jacques Proulx from APSO at 996-8434.

N.B. Information concerning pension and individual cash-out entitlements (dollar amounts) will be available from ABP.

3 5036 20065675 2

DOCS
CA1 EA 92532 EXF
Canada. External Affairs and
International Trade Canada
Sharpening the focus of the
Department's core mandate ...
getting back to basics
43262678

ACCO^{TM/MC}

25970	JAUNE
25971	NOIR
25972	BLEU
25973	BLEU RL
25974	GRIS
25975	VERT
25977	TANGERINE
25978	ROUGE
25979	ROUGE EX

ANADA BY/FABRIQUE AU CANADA PAR
NADIAN COMPANY LIMITED
E CANADIENNE ACCO LIMITEE
CANADA